

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



MPC

Chézieux
BP 92
42610 ST ROMAIN LE PUY

Références : [référence à compléter](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement MPC implanté Chézieux BP 92 42610 ST ROMAIN LE PUY. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement de l'établissement MPC implanté 4-6 route de Chézieu 42610 SAINT ROMAIN LE PUY. L'inspection a été annoncée le 23/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société MPC, soumise à enregistrement, est autorisée par arrêté préfectoral pour la fabrication de peintures liquides à base de solvants.

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action "coup de poing" régionale "Défense incendie".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MPC
- Chézieux BP 92 42610 ST ROMAIN LE PUY
- Code AIOT dans GUN : 0006105180
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site MPC a été créé pour la fabrication de peintures liquides à base de solvants. Il dispose de

bâtiments de fabrication et de stockage ainsi que de 2 parcs à citernes dont un en démantèlement progressif. Il est autorisé par arrêté du 8 janvier 2019, un arrêté complémentaire du 5 novembre 2019 ayant octroyé des délais supplémentaires pour la mise en conformité de ses installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Plan de mise en conformité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté que les travaux de mise en conformité sont pour un certain nombre encore en cours, ou simplement programmés du fait de l'avancement insuffisant de travaux en cours sur les toitures. Le site a en effet subi des dommages importants (toutes les toitures du site concernées) du fait d'un orage de grêle survenu le 6 juillet 2019.

Les toitures étant constituées de panneaux fibrociment amiantés, le chantier de réfection est encore en cours au jour de l'inspection (retards liés aux discussions avec l'assurance de l'exploitant pour prise en charge des dommages causés, au protocole amiante, aux confinements successifs qui ont privé les prestataires d'intervenir, aux interruptions du chantier du fait de l'impossibilité de travailler en toitures en période de gel. Dans la pratique, les chantiers doivent démarrer comme suit :

Bâtiment D1/D2 le 28 mars 2022

Bâtiment A1/A2 semaine 13 (11 avril 2022)

Bâtiment I2/I3 semaine 13 (11 avril 2022)

Les travaux pour cheneaux, évacuation des eaux pluviales, le processus de restitution amiante, le démontage du stock déchets amiantes, la mise en service des désenfumages font prévoir une fin de chantier "toitures" mi-juin 2022. Pour ce qui concerne les désenfumages, sur les bâtiments déjà couverts, les commandes électriques ne sont pas encore installées donc les dispositifs ne sont pas encore câblés. Ils sont opérationnels par déclenchement manuel.

Les Assurances ont accepté un dernier report de chantier du fait COVID chez les prestataires et fixé l'échéance au 6 août 2022. Au-delà ils ne prennent plus en charge les coûts, le délai normal de prise en compte d'un dommage est de 2 ans.

Il en résulte un retard conséquent sur bon nombre de travaux qui étaient programmés et dont le délai était fixé par l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2019 au 31 décembre 2020. L'inspection a en permanence été informée des retards et a diligenté des inspections régulières sur le site pour s'assurer d'un avancement normal des travaux. Cependant, certains retards sont pénalisants au regard de la sécurité du site, notamment

- la suppression de certains stockages en récipients mobiles de liquides inflammables liée aux transferts d'activités d'un bâtiment à l'autre, qui n'ont pu être à ce jour réalisés (notamment B5)
 - la création d'une nouvelle zone de stockage sur rétention (Z4)
 - la réalisation d'un système de détection incendie sur les stockages et dans les bâtiments, l'exploitant ayant prévu une boucle qui ne peut être mise en place sur les bâtiments avant la réfection de leur toiture
 - le gardiennage par vidéo-surveillance
 - les travaux d'entretien de l'étanchéité du stockage en cuves sur Parc1 car le réseau de tuyauteries pour alimenter l'actuel atelier de fabrication D2 n'a pas pu être démantelé et le nouveau réseau aérien vers I1-H est suspendu du fait du report du transfert de la production de D2 à I1-H
 - la suppression du stockage en cuves Parc2 qui n'est que partielle : une cuve est en cours de dégazage à l'écart et la suppression des 3 cuves restantes n'est pas programmée
- Ils font ainsi l'objet d'une proposition de mise en demeure assortie de délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.11	/	Sans objet
Stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43-1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43-2-3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/01/2019, article Art 7.6.4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/01/2019, article Art 7.6.4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.6.2	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 8.1.4Art 8.2.3Art 7.6.6.2	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate la progression des travaux, qui ne respectent cependant pas le calendrier fixé et, tenant compte des contraintes qui s'imposent à l'exploitant, propose une mise en demeure de réaliser :

- sous 2 mois la suppression des stockages de liquides inflammables du bâtiment B5
- sous 4 mois un système de détection incendie dans les bâtiments et sur les zones de stockage extérieures du site
- sous 4 mois le transfert des aérosols stockés en J vers A2
- sous 4 mois la suppression des stockages d'inflammables dans le bâtiment G où sont installés quatre chargeurs de batteries
- sous 8 mois la réalisation de tous les travaux dépendant de la fin du chantier "toitures" à savoir :
 - le transfert des stockages de palettes de Z3-41 vers D1-D2
 - le transfert du laboratoire de contrôle de F2 vers B0, le transfert de la production de B1 vers I1, le transfert du conditionnement de B2 vers B1
 - l'installation de la zone de stockage Z4 sur rétention pour réaffecter le stockage des IBC de solvant et résine
 - l'installation des nouvelles tuyauteries de D2 à I1-H, le transfert de D2 en I1-H, le démontage des tuyauteries du Parc 1 à D2, la remise en état du mur de la rétention Parc1 après démontage
 - la suppression définitive de Parc2 avec dégazage des cuves et élimination par filière adaptée
 - le transfert vers D des stockages de combustibles (palettes de Z3-41, papier cartons)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.11
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : Sur parc1 connaissance en temps réel des solvants en stock. Le suivi des approvisionnements et donc des stocks Matières Premières est déjà mis à jour en permanence. La gestion des quantités en en-cours et produits finis n'est pas nécessaire pour connaître les quantités présentes car c'est le stock Matières Premières qui déclenche la production. ERP en cours de mise en place (SAP version) qui a un module de gestion des stocks en temps réel Actuellement inventaire annuel avec inventaires tournants mensuels. Vérifie une fois par an le récolement entre stocks et volumes autorisés. En réel le stock est à 50 % des quantités autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stratégie de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none">- feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;- feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;- feu de récipients mobiles de liquides inflammables ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux trois alinéas précédents, en moins de trois heures après le début de l'incendie. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 512-29 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
<p>Constats :</p> <p>Le site a été considéré en 2015 par l'inspection comme ne relevant plus de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 du fait de son classement sous le régime de l'enregistrement. Il avait jusqu'alors été considéré comme autonome. Dans son dossier d'enregistrement 2016/2018, il a procédé à une demande explicite de bénéficier d'un statut de non-autonomie en détaillant dans l'EDD son plan de défense contre l'incendie</p> <p>Ses stocks de liquides inflammables en récipients mobiles sont par ailleurs inférieurs à 600 m3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43-2-3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m^2 compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de $1\,800 \text{ (kW/m}^2\text{)4/}^3\text{s}$ ni la valeur de 8 kW/m^2, sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.
Constats : le site dispose des moyens ci-après La défense incendie du site est assuré par la présence de 5 poteaux incendie Trois PI internes sont présents dans l'enceinte de l'établissement. Ils sont alimentés par une pompe de 120 m3/h alimentée par la réserve incendie du site de 650 m3. Le stock de gasoil (250 l) permet un fonctionnement de la pompe pendant plus de 2 h L'utilisation des PI privés peut se faire en présence ou non du personnel de l'établissement, pour la mise en oeuvre de la pompe. La clef d'accès au local de la motopompe est à l'extérieur du local dans une boîte brise-vitre comme convenu avec le SDIS 42. Cette réserve est connue des services du SDIS. Elle est située à l'Est des bâtiments, en limite de propriété, à proximité du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie. 2 PI extérieurs sont disponibles dont un à l'entrée du site Au cumulé, les débits théoriques disponibles sont de 70 m3/h (PI externe) et de 120 m3/h (PI interne), soit 190 m3/h au total, soit plus que le débit nécessaire pour le scénario incendie le plus pénalisant. La mise en oeuvre des PI externes supposent l'intervention des services d'incendie et de secours. La question de la perte de charge à la mise en oeuvre des moyens internes n'a pas été évoquée pendant l'inspection, les débits annoncés sont à confirmer Le site dispose désormais d'un débit mousse porté à 2 fois 400 l/mn, et de stocks de 2,2 m3 pour l'utilisation par les ESI et 3 m3 pour utilisation par les pompiers. Le local Incendie dispose d'un chariot permettant son transport et des équipements dédiés (lances notamment, et EPI des ESI)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/01/2019, article Art 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'équipes de 1ère et seconde intervention spécialement formées à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. La présence dans les 60 minutes après le début d'un sinistre d'une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est assurée.
Constats : Tous les employés du site sont EPI et 9 personnes sont ESI sous l'autorité d'un responsable d'équipe ou de ses suppléants. Exercice incendie mensuel. Un peu de théorie (simulation d'alarme), exercice pratique selon thème choisi (sans mise à l'eau), exercice réel avec production eau ou mousse selon scénario. Exemple : comment on attaque une rétention, comment on protège les intervenants, comment on protège les équipements... Feu de palettes, feu de broussailles voisines, risque liés aux sites voisins, aussi bien en effectif complet qu'en sous-effectif. Travail particulier sur la communication, sur échanges entre ESI pour éviter l'effet « tunnel » (Au delà de dérouler un tuyau). Essais pour l'endurance des ESI car on sait qu'il faut arroser plus de 5 mn. Exercice avec SDIS il y a 2 ans 1/2 (juillet 2019). L'incendie du site voisin Méli a permis un exercice grandeur nature avec les secours : les pompiers ont protégé le site MPC et ont mis une équipe en attente Rapport de manœuvre systématique et débriefing assuré. Enregistré sur réseau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/01/2019, article Art 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine dans son plan de défense incendie : <ul style="list-style-type: none">- la chronologie de mise en oeuvre des opérations d'extinction ;- la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ;- la provenance et le délai de mise en oeuvre des moyens nécessaires à l'extinction ;- la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, les dispositifs suivants sont en place, et permettent d'informer le responsable du site à tout moment : <ul style="list-style-type: none">- Détection de variation de volume d'une des cuves du parc 1 : alarme avec report ;- Détection automatique incendie des bâtiments / stockages extérieurs- Gardiennage par vidéosurveillance
Constats : il est détaillé dans l'étude de dangers version 2018. Il mériterait d'être identifié comme tel et classé sur le réseau informatique de l'entreprise. Une transmission au SDIS pourra être utile
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un réseau privé de trois poteaux incendie alimentés par la réserve d'eau de 650 m³ grâce à une motopompe de 120 m³/h, permettant une liaison par aspiration directement sur la réserve. La motopompe étant susceptible d'aspirer des liquides inflammables, ses composants sont résistants à leur attaque- un poteau incendie public d'un débit de 70 m³/h situé à l'entrée du site et placé à moins de 100 m des premiers bâtiments- des réserves en émulseur de capacité 3 m³, en 3 conteneurs-palettes de 1 m³, adaptées aux produits présents sur le site, à disposition des secours extérieurs (utilisable à 6 % sur des produits polaires), pour assurer un taux d'application réflexes de 15 l/min/m² pour les produits miscibles, et permettre une défense appropriée du bâtiment B qui ne dispose pas d'extinction automatique, et pourra utilement être défendu- de réserves en émulseur complémentaires en quantité laissée à l'appréciation de l'exploitant , et en eau, nécessaires pour ses équipes de 2ème intervention dans le cadre du plan de défense incendie et les manœuvres- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, Sur les zones de chargement et déchargement de liquides inflammables, la position des extincteurs et leur nombre, définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des emplacements à protéger, avec un minimum d'un extincteur à poudre sur roues de 100 kilogrammes de charge ou de deux extincteurs de 50 kilogrammes. Sont également admis les appareils mettant en oeuvre d'autres agents d'extinction ayant une efficacité équivalente. La présence d'extincteurs n'est pas nécessaire à l'endroit où d'autres moyens présentant une efficacité au moins équivalente (tels qu'une lance à mousse ou - d'un système d'arrosage par déluge) sont mis en place. <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique d'incendie ;- de réserves d'absorbant meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.
Constats : En dehors des heures d'exploitation de l'installation, les dispositifs suivants devraient être en place, et permettre d'informer le responsable du site à tout moment : <ul style="list-style-type: none">- Détection de variation de volume d'une des cuves du parc 1 : alarme avec report - cette prescription est respectée- Détection automatique incendie des bâtiments / stockages extérieurs : elle n'est pas installée car l'exploitant a prévu une boucle de détection qui suppose l'installation d'un réseau sous toiture, projet reporté du fait des travaux de réfection – la prescription n'est pas respectée- Gardiennage par vidéosurveillance : actuellement seul un enregistrement vidéo est en place avec possibilité de visionnage à distance. L'exploitant prévoit une détection avec alerte sur les téléphones des responsables de site – la prescription n'est pas respectée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I..</p> <p>Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarii d'accident envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI est à mettre à jour sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Formaliser les scénarios incendie et explosion qui ont été déterminés (POI version 1 page 19)- Définir et mettre en place le rôle des sociétés intervenantes (POI version 1 page 23)- Tester en interne les procédures d'alerte, les fiches réflexes, les scénarii d'intervention...- Le faire valider par le SDIS <p>Les fiches réflexe existent. La formalisation des scénarios d'accident et d'intervention pourra être reprise de l'EDD version 2018 en les schématisant. Le test des procédures d'alerte est à effectuer, en heures ouvrées et non ouvrées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 8.1.4Art 8.2.3Art 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance. Les dispositifs techniques de sécurité des installations de chargement ou de déchargement sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux liquides inflammables, à l'exploitation et à l'environnement du système (comme les chocs ou la corrosion). Ces dispositifs, en particulier l'instrumentation, sont conçus pour permettre leur maintenance et le contrôle périodique par test de leur efficacité L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir : la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, la formation du personnel intervenant, l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites, Des exercices réguliers, au minimum tous les 3 ans, sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I..
Constats : L'inspection a assisté au dépotage d'une citerne de livraison de solvant. L'instrumentation était fonctionnelle, il n'a pas été constaté de désordre sur l'installation de dépotage et l'instrumentation était opérationnelle. Les exercices mensuels dédiés à la formation des ESI remplissent les exigences de recherche d'amélioration du POI. Cf constat n°4. La formalisation reste à faire
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.71
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : En fonction des volumes stockés et des risques potentiels, les cuvettes de rétention ont un volume adapté. Le premier flot des eaux susceptibles d'être polluées est collecté à l'intérieur de ces cuvettes individuelles d'un volume total de 251 m ³ pour le Parc 1, 11 m ³ pour l'atelier B11, 88 m ³ pour les citernes de résine I4, 25 m ³ pour le stockage d'IBC de solvant et résine en zone Z4. La rétention du Parc1 fait l'objet des travaux ci-après pour remédier aux défauts constatés sous un an après notification du présent arrêté : enlèvement du passage des tuyauteries à travers le mur de la rétention coté bâtiment D2 Remise en état du mur périphérique de la rétention, repris sur les fondations actuelles Révision du passage des câbles de sonde de niveau réalisation d'une chape de propreté sur l'ensemble des fonds des rétentions hormis la rétention N°1 afin d'assurer une continuité avec les nouveaux murs périphériques (environ 3 cm, soit une perte de 11m3 de volume de rétention)
Constats : Les cuvettes existantes ont un volume adapté mais certains transferts n'ayant pas été opérés la zone sur rétention Z4 n'a pas été créée. La rétention du Parc1 n'a pas fait l'objet des travaux du fait du report de l'enlèvement des passages de tuyauteries, la production n'ayant pas encore été transférée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article Art 7.6.72
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité à définir comme prévu à l'article 7.6.4 avant rejet dans le milieu naturel. La vidange suit les principes imposés par les chapitres 4.2 et 4.3 précédents traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'ensemble des bassins peut être confondu auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Le bassin d'orage et le bassin de rétention ont été vus. Le 1er était en eau, le second presque complètement vide. Le dispositif d'étanchéité était intègre sur toute la partie visible (bords). La capacité de rétention était donc en totalité disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet